



MINISTÈRE DE LA JUSTICE

*Liberté
Égalité
Fraternité*

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Paris, le 10 décembre 2025

Nouvelles prisons modulaires : premières attributions de marchés

Dès son arrivée au ministère de la Justice, **Gérald DARMANIN** a lancé de nombreux chantiers visant à moderniser en profondeur la stratégie carcérale de notre pays. Parmi ces chantiers, la construction de 3 000 places de prison modulaires pour lesquels deux marchés publics ont été lancés. Livrables en 18 mois contre 7 ans pour des établissements classiques, pour un prix 2 fois moins élevé, elles permettront d'incarcérer des détenus de bas de spectre, en semi-liberté ou effectuant des courtes peines. La première prison modulaire sera livrée à Troyes-Lavau à l'automne 2026.

Au terme d'un processus compétitif de 5 mois, le premier appel d'offres lancé par le ministère de la Justice (Agence publique pour l'immobilier de la Justice) pour la construction rapide des 1 500 premières places de prison modulaires d'ici 2027 a permis de retenir aujourd'hui 3 entreprises : BOUYGUES, GCC/Cognaud, GA Smart Building.

La phase de construction de ces 1 500 premières places de prison modulaires, centrées sur la semi-liberté, est donc lancée. Elles seront livrées à l'horizon 2027 et installées sur 16 sites du domaine pénitentiaire : Troyes - Lavau (Aube), Brest (Finistère), Lille Sequedin (Nord), Mont-de-Marsan (Landes), Eysses (Lot et Garonne), Châteaudun (Eure et Loir), Laon (Aisne), St-Quentin-Fallavier (Isère), Fleury-Mérogis (Essonne), Liancourt (Oise), Maubeuge (Nord), Valence (Drôme), Moulins (Allier), Tarascon (Bouches du Rhône), Lorient (Morbihan) et Le Port (La Réunion).

Au 1er trimestre 2026, le ministère de la Justice attribuera la construction de 1 500 places supplémentaires, portant le nombre total de places de prison modulaires à 3 000.

Contacts presse

Cabinet du garde des Sceaux : Tél : 01 44 77 63 15 - secretariat-presse.cab@justice.gouv.fr
Bureau presse et veille du ministère : Tél : 01 44 77 65 54 - presse-justice@justice.gouv.fr

Tous les communiqués :
www.justice.gouv.fr/presse